

LE MONDE CHANGE DE PEAU

Sera-t-il laid ou bien beau ? Ainsi s'interrogeait un de nos chanteurs en 1976. Si réponse il doit y avoir de notre part, elle risque d'être mitigée.

Car en effet, le monde n'est plus du tout ce qu'il était il y a 45 ans. Il ne sera pas question ici de claironner que « c'était mieux avant », dans la mesure où un nombre incalculable de progrès technologiques ont permis de nombreuses avancées, notamment dans les domaines scientifiques et médicaux, ce que nous ne pouvons que valider. Cependant, parallèlement à ces bienfaits pour l'humanité, nous restons perplexes devant la société qui est désormais la nôtre.

Nous subissons la mise en œuvre de la doctrine capitaliste, friande de profit et de concurrence, qui n'a par conséquent eu de cesse que de casser notre protection et nos conquies sociaux, stigmatisant en parallèle toute forme d'organisation collective capable de lui résister. Ainsi s'en est suivi un affaiblissement de la conscience collective au profit de la conscience individuelle.

Ce qui a beaucoup changé, et qui peut, nous qui avons connu d'autres époques, nous choquer, ce sont ces nouveaux comportements, ces incivilités croissantes, même banales, mais cependant révélatrices d'un profond changement. Pour ceux d'entre nous qui voyagent ou déambulent, ce ne sont que bousculades, impolites, aucun « bonjour » ni « pardon ».

Notre environnement médiatique et politique distille à dessein la peur de l'autre, de l'étranger, du virus, du chômage, conduisant à des attitudes dangereuses. C'est précisément de ces peurs et de cette négation des autres que naissent les agissements les plus odieux. C'est en suivant cette logique qu'on en arrive à dénoncer son voisin, à bousculer (ou pire) sans s'excuser, un plus faible que soi.

Penché sur son téléphone portable à longueur de temps, chacun s'isole dans sa bulle, le contact n'existe plus. Le capitalisme atteint progressivement son but : nous éloigner les uns des autres, générer en chacun un

sentiment d'isolement ainsi qu'une désincarnation des relations sociales, désormais vues à travers les réseaux sociaux.

Cela est d'autant plus affligeant et inquiétant lorsqu'on est persuadé du bien-fondé de l'union comme vecteur de force, ce qui est notre cas, à nous, militants CGT. La pandémie n'a rien arrangé, nous isolant encore davantage : les réunions qui permettaient non seulement les échanges, mais aussi, avec un brin d'ambiance festive, la remise des timbres, le paiement des cotisations, n'ont plus lieu. Ainsi nous enregistrons des retards très inquiétants de FNIC et timbres. Nous continuons cependant à animer des réunions, auxquelles peu d'entre nous se décident à participer, nous usons nos forces à tenter de convaincre, via des écrits, des échanges, de l'utilité d'une implication syndicale et, pour ce qui nous concerne, de l'importance de sa continuité.

Chers camarades, il n'est pas question de baisser les bras, le titre de ce journal l'affirme haut et fort : « on continue », et même si les jours heureux s'inscrivent pour le moment dans notre passé, faisons en sorte qu'ils revivent et renaissent à travers les luttes qui viendront nécessairement car il est urgent qu'advienne un bouleversement profond, permettant l'avènement de la société meilleure que nous voulons construire.

CONSTRUISONS NOS JOURS HEUREUX !

POUR LA PLANÈTE ET L'HUMAIN

Sommaire

1. L'édito
2. L'action
3. L'information
4. L'orga, le Point. La vie des sections.

FNIC CGT Case 429 - 263 rue de Paris
93514 Montreuil Cedex
Tél. 01.84.21.33.00-
<http://www.fnic-cgt.fr> - E-mail : contact@fnic-cgt.fr
Mensuel - 1,06 €
Directeur de publication : Emmanuel LEPINE
ISSN : 2112-2776
Commission Paritaire : 0124 S 08416

31 MARS : tandis que le Gouvernement déverse des dizaines de milliards aux entreprises du CAC 40 qui génèrent d'énormes profits, consent aux licenciements, fermetures de sites, ferme les yeux sur la précarité salariale, supprime des lits d'hôpitaux en pleine pandémie, nous, retraités, ne sommes pas épargnés : beaucoup vivent de plus en plus mal, subissant une dégradation importante du niveau de leur pension.

La crise économique découlant de politiques gouvernementales libérales successives a entraîné une explosion de la pauvreté, notamment au niveau des jeunes et des retraités.

Nos pensions nettes n'ont évolué que d'un peu plus de 3 % sur les dix dernières années pour une inflation de plus de 11 % ! De nombreux retraités percevant des pensions inférieures à 1 000 euros sont contraints à des privations importantes.

Nous sommes, retraités, la cible d'un gouvernement qui, à grand renfort médiatique, nous stigmatise et nous appauvrit pour compenser les cadeaux accordés aux plus riches, impactant notre pouvoir d'achat avec une fiscalité injuste (CSG, CASA, CRDS) associée à un gel de nos pensions.

Le 31 mars dernier a été un jour de rassemblements et de manifestations un peu partout en France. Le virus passant par-là, on ne peut que regretter cependant une participation bien trop faible lors de cette mobilisation. Nous devons pourtant nous réveiller face aux dangers qui nous guettent : le capitalisme n'aura de cesse de nous asservir et de privilégier toujours les plus riches.

Or, nous ne sommes pas de ces privilégiés. Si nous ne réagissons pas en force, les projets crapuleux à notre encontre ourdis par le MEDEF et le gouverne-

ment verront bientôt le jour. Sans contestation, sans union, le néo-libéralisme, voire le fascisme, auront encore de beaux jours devant eux !



MANIF À ROUEN LE 31 MARS 2021

1^{ER} MAI : dans la droite ligne de la contestation nécessaire pour amorcer une riposte contre un système qui nous opprime à travers toutes les attaques que nous subissons, nous appelons à la **mobilisation et à l'organisation de manifestations** en France le 1^{er} mai 2021, et ce, malgré la Covid. Les sujets revendicatifs sont légion, notamment le plan de relance annoncé par le gouvernement, qui est en faveur des plus grandes entreprises sans aucune conditionnalité sociale ou environnementale ni aucun contrôle, mais aussi la réforme de l'assurance chômage, le projet sur les retraites, etc. Par conséquent, le mot d'ordre des mobilisations du 1^{er} mai 2021 porté par la CGT sera "Agissons pour un monde plus juste, solidaire et durable".



L'histoire de l'Églantine et du Muguet

Au départ il y eut l'églantine comme symbole de lutte : le 1^{er} mai 1891, à Fourmies, dans le Nord, en France, 9 ouvriers sont tués par la police lors d'une manifestation. L'une des victimes, l'ouvrière Marie Blondeau qui défilait habillée de blanc et les bras pleins de fleurs d'églantine, devint le symbole de cette journée.

Mais sous l'occupation, c'est Pétain qui imposera le muguet à la place de l'églantine, trop "prolétarienne", trop "rouge", trop "révolutionnaire", dans le but de miner l'esprit du 1^{er}-Mai.

Le groupe Les Républicains au Sénat vient de présenter une proposition de loi « tendant à renforcer le pilotage financier de la Sécurité sociale et à garantir la soutenabilité des comptes sociaux ».

La majorité à l'Assemblée nationale prépare aussi, de son côté, le même type de proposition de loi. Derrière l'objectif affiché de renforcer le contrôle du Parlement sur les finances sociales, il s'agit en fait, d'une attaque particulièrement brutale contre la Sécurité sociale et sa gestion.

Cette proposition de loi prévoit d'intégrer la gestion de l'Assurance-chômage aux lois de financement de la Sécu. Ce serait donc le Parlement qui, sur proposition du Gouvernement, fixerait, chaque année, les paramètres de calcul des allocations, l'assiette et le niveau des ressources. L'Assurance-chômage garantissant un revenu de remplacement en fonction de la rémunération d'activité deviendrait alors un système fondé sur l'assistance qui ne garantirait plus aux privés d'emploi qu'un minimum.

Inspiré d'une disposition du projet de loi visant à instituer un régime universel de retraite, ce projet prévoit que le solde financier de la Sécurité sociale, incluant la perte d'autonomie, l'assurance-chômage et le fonds de solidarité vieillesse, devrait être équilibré sur une période de 5 ans. Concrètement, les dépenses ne seraient pas fixées en fonction des besoins mais en fonction d'un objectif de recettes, notamment celui de baisser les cotisations que les médias appellent "les prélèvements obligatoires." Concrètement, cela se traduirait par une baisse des retraites et un objectif de dépenses d'assurance-maladie visant à

respecter cette norme de recettes. En matière d'assurance-maladie, c'est bien cette politique qui est à l'origine des fermetures de lits dans les hôpitaux avec les conséquences dramatiques que nous vivons suite à la crise sanitaire actuelle.



Nous condamnons cette proposition de loi totalement inacceptable, opposée à notre **conception d'une Sécurité sociale intégrale solidaire**, universelle et démocratique, couvrant tous les risques sociaux y compris le chômage, avec un financement à 100 % par les cotisations **sociales**, c'est-à-dire le salaire socialisé.

NOUS DEVONS TOUT METTRE EN ŒUVRE POUR FAIRE ÉCHEC À CETTE NOUVELLE TENTATIVE DE CASSE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE.

l'international

LIBAN : 6 mois après l'explosion du port de Beyrouth, un grand nombre de reconstructions ont eu lieu mais des quartiers entiers restent détruits. Et surtout, la crise économique qui secoue le pays depuis plus d'un an a plongé un Libanais sur deux dans la pauvreté, contre 28 % en 2018, selon l'ONU. Pour les réfugiés syriens qui ont fui la guerre au Liban, ce chiffre s'élève à 91 %. À ceci s'ajoute le confinement très strict mis en place pour endiguer la pandémie, de nombreuses personnes ne peuvent plus sortir travailler et ne peuvent donc pas gagner de quoi se nourrir.

Au Liban aussi, le capitalisme est aux manettes : le niveau de la monnaie libanaise est en chute libre. Depuis 2019, elle a perdu 85 % de sa valeur. Cela a entraîné une importante inflation et une baisse drastique des importations. Par conséquent, de graves pénuries ont frappé le pays. De plus, avec la crise sanitaire qui traverse le Liban actuellement, plusieurs plans de licenciements massifs ont eu lieu.

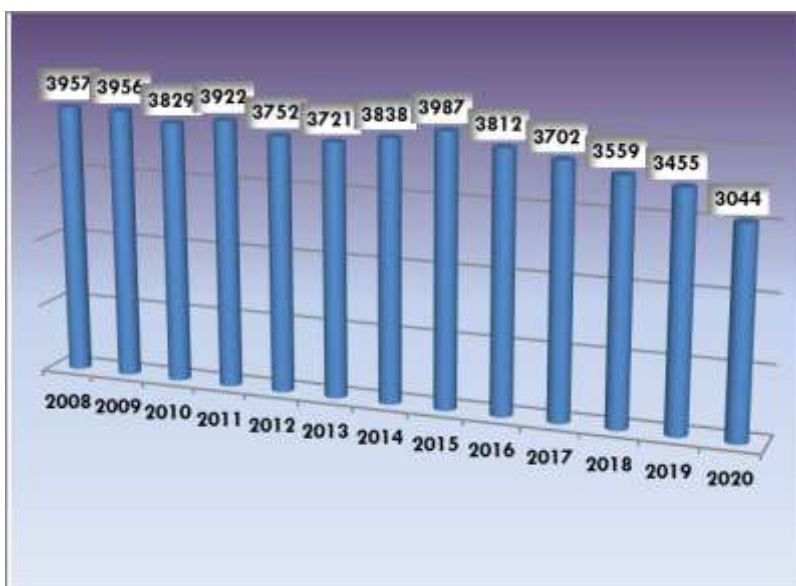
La population commence enfin à faire entendre sa colère, sous forme de manifestations, pour dénoncer la montée inquiétante de la pauvreté dans le pays.

L'Agenda

❑ 1^{ER} MAI : FÊTE DES TRAVAILLEURS ET JOUR DE MOBILISATIONS.

POUR PLUS DE DÉTAILS, VOIR AUPRÈS DES UL & UD LES INITIATIVES RÉGIONALES.

FNI AU 10 AVRIL 2021



104 FNI manqueront à l'appel en 2019, ce qui est assez préoccupant, la clôture 2019 intervenant fin avril.

Nous insistons auprès de vous tou.te.s pour régulariser la situation en effectuant le travail de récupération des cotisations, dont le nombre s'affaiblit depuis des années, comme le montre le graphique ci-contre.

Quant à 2020, il manque toujours 515 FNI. Il y a URGENCE !!!



13 100 milliards de dollars... La fortune cumulée des milliardaires dans le monde a considérablement augmenté pendant cette année de crise sanitaire. Ils sont 2 755 à se partager le pactole.

Notre pays, lui, est passé de 39 à 42 milliardaires entre 2019 et 2020, avec 510 milliards de dollars de richesses additionnées contre 277 milliards l'an dernier (pour eux l'épidémie est outrageusement profitable). Les grandes familles en France sont au top principalement dans la santé et le luxe par exemple. Contrairement aux idées diffusées par le gouvernement, la droite, et relayées par les grands médias, ces très riches ne sont vraiment pas des talents indispensables à la préservation de l'espèce, bien au contraire, on vivrait mieux sans eux : ils profitent du système capitaliste de prolifération de l'argent et des pouvoirs (l'argent va à l'argent). Ces milliards ne tombent pas de nulle part, ils ont été volés au peuple, à nous, qui produisons les richesses.

Leur arrogance ainsi que celle de leurs valets est sans retenue. Ils poursuivent leur politique, leur destruction systématique de nos conquies et de notre environnement, justifiant leurs décisions à grand renfort de boucs émissaires (citoyens issus de l'immigration, jeunes, retraités, chômeurs, population taxées d'irresponsabilité, etc.). Quant à la population, elle demeure privée de liberté comme, par exemple, ce couple avec ami venus pique-niquer sur une plage, qui a récolté une amende de 135 € chacun.

**NE LÂCHONS RIEN,
DÉFENDONS-NOUS ET CONQUÉRONS DE NOUVEAUX DROITS.**